

# Le projet de Constitution est-il déjà plombé ?

**A** travers l'exercice solitaire du pouvoir, le président Bouteflika est-il encore en mesure d'apprécier à leurs véritables urgences les attentes du pays et, corollairement, s'inquiéter des sentiments que nourrit la population à son égard ?

En clair, sait-il que l'irritation de l'opinion est à son comble alors que, majestueusement, lui ne se soucie guère du temps perdu. En fait, celui-ci est gagné à son profit sur les impératifs engagements que le contexte lui impose.

Il y a 100 jours (15 avril), il concédait du bout des lèvres qu'il fallait réformer les institutions et refonder l'Etat sur une nouvelle norme constitutionnelle. Mais depuis cette date, le train du changement tarde à se mettre en marche au prétexte qu'il manque les bons rails de la conformité. Ainsi, selon sa philosophie politique, les principales lois organiques doivent précéder l'élaboration d'une nouvelle Constitution. Or, le fait d'inverser l'ordre des priorités ne relève pas de l'anodin souci de l'efficacité technique mais plutôt d'un détournement pervers de la finalité même des réformes. La Constitution étant la clé de voûte de tout le système politique, il ne paraît pas concevable que les lois organiques puissent s'élaborer en

dehors des principes que celle-ci énonce, édicte, voire censure. En clair, la promulgation des lois organiques est l'émanation de la Constitution et non l'inverse. Les projets de lois concernant le code électoral ou bien les statuts de la presse et des partis politiques que l'actuel Parlement entérinera risquent fort d'être par conséquent amendés ou même abrogés au lendemain de l'adoption de la nouvelle loi fondamentale. A moins que, par un curieux stratagème qui se met en place, les rédacteurs du projet soient sommés de définir les libertés politiques et l'indépendance de la presse à partir des références préétablis. C'est, par conséquent, dans la formulation de cette batterie de lois organiques, que le pouvoir veut faire passer immédiatement, que se dessine déjà la doctrine constitutionnelle future.

Lorsque certaines personnalités politiques perspicaces affirment, ces derniers jours, qu'elles ne croient pas en la volonté politique de Bouteflika de changer en profondeur la nature de l'Etat, se réfèrent-elles à cet agenda douteux ? Certainement ! Car le chef de l'Etat, appuyé par les cercles influents qui contrôlent l'appareil d'Etat, n'a aucun intérêt à l'émergence d'autres légitimités que

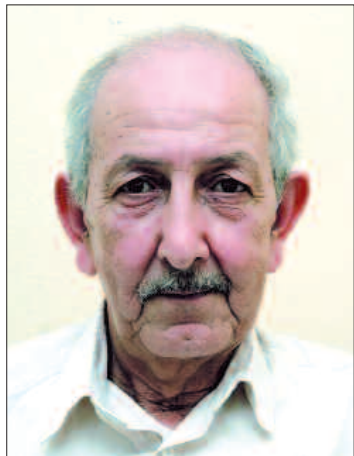
celles qu'il parviendra à piloter lui-même. Il n'y a rien d'étonnant dans cette logique de la conservation du pouvoir. Ce qui, par contre, pose immédiatement problème c'est la passivité des élites politiques (partis et mouvement associatif) qui se contentent de scruter les signaux venus de l'exécutif alors que celui-ci travaille sur la trame d'une Constitution au rabais.

Madame Louisa Hanoune, qui applaudit à tout rompre aux «avancées» contenues dans la mouture de la loi sur les partis, ignore-t-elle que ni le gouvernement actuel ni le Parlement croupion ne sont désormais dépositaires d'une quelconque compétence pour proposer et légiférer ? A moins que le PT et d'autres appareils veuillent secrètement adhérer aux changements cosmétiques. En somme, le réformisme dans la continuité de l'esprit du système. Ce que de subtils littérateurs de la politique désignent par euphémisme «transition pacifique» ne revient-il pas à admettre que ce personnel au pouvoir, qui a lamentablement échoué en une décennie, est toujours apte à négocier le grand virage ? Mettant en avant la peur de l'inconnu et agitant le chiffon du chaos en prenant l'exemple des désordres de nos voisins et nos cousins, ces idéologues de la

«sagesse» et de la «mesure» ne refont-ils pas le lit au même système ?

Dans un Etat en pleine décomposition, vouloir faire l'économie d'une rupture chirurgicale avec les politiques en place est tout simplement désigné par un vocable infamant : l'abdication. La manière dont procède actuellement le chef de l'Etat et les attermolements dilatoires qu'il pratique ne suffisent-ils pas à mettre en doute les engagements qu'il a pris trois mois plus tôt ? La presse qui, quotidiennement, s'essaye à déchiffrer parfois positivement ses intentions n'y décèle désormais que des caprices d'autocrate dans sa façon de distiller, de temps à autre, quelques phrases sibyllines. Lui dont l'égo politique lui fait confondre le destin du pays et la survie de son pouvoir a-t-il, en effet, jamais hésité avant d'user de la manœuvre ? L'opinion, définitivement affranchie sur son style, ne croit plus au scénario du changement qu'il est le seul à écrire.

Hélas, l'aveuglement du pouvoir, celui que poétiquement de belles plumes qualifient «d'ivresse des cimes», n'a pas épargné nos dirigeants. Ils fonctionnent à l'identique comme ceux qui viennent d'être déboulonnés. Sauf qu'ils misent sur leur hypothétique bonne étoile.



Par Boubakeur Hamidechi  
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

Celle qu'ils lisent bien plus dans les horoscopes alors qu'il leur est demandé de consulter la raison. Voilà comment un immense constitutionnaliste français, Michel Debré, pour ne pas le nommer, décrivait ces princes égarés : «... Ils sont à ce point attachés au système qui les a fait ce qu'ils sont qu'ils préfèrent l'abdication de la nation au redressement qui serait le salut. Quelle erreur commettent-ils en ne le comprenant pas ! Le régime ne résistera pas à certaines épreuves et après avoir tout perdu, pour n'avoir pas osé se retirer, ils seront eux-mêmes des épaves perdues.»

Bon prophète pour son pays, il assistera à la chute de la 4<sup>e</sup> République deux années après avoir écrit cela.

B. H.

Le Soir sur Internet :  
<http://www.lesoirdalgerie.com>  
E-mail :  
[info@lesoirdalgerie.com](mailto:info@lesoirdalgerie.com)

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)  
[hlaalam@gmail.com](mailto:hlaalam@gmail.com)



## Mourad Les ZAE contre l'ambigu Monsieur Alain !

Pourquoi l'Algérie a-t-elle refusé d'accueillir Mouammar Kadhafi ? Parce qu'il n'était pas...

... enceinte !

Alain Juppé, le très «souriant» ministre français des Affaires étrangères, a tort lorsqu'il qualifie la position algérienne sur le dossier libyen d'«ambiguë». C'est même tout à fait faux de dire que Mourad Les ZAE et l'Algérie sont ambigus sur cette question. Non ! La position algérienne est tout sauf ambiguë. Elle n'est pas claire du tout. Elle est changeante. Elle est fluctuante. Elle est tordue. Elle est biscornue. Elle est sautillante. Elle est folle. Elle est incompréhensible. Elle est abracadabrantesque. Elle est pschitt. Elle est mutante. Elle est brinquebalante. Elle est loufoque. Elle est tagada t'souin t'souin. Elle est camisolée. Elle est à enfermer. Elle est psychotique. Elle est schizophrène. Elle est borderline. Elle est Bellaz'reg. Elle est Bellakh'dhar. Elle est Khatt Err'mel. Elle est saute-mouton. Elle est dos-d'âne. Elle est herbe folle. Elle est folle à lier. Elle

est Alzheimer. Elle est Parkinson. Elle est ulcé-rante. Elle est ulcérée. Elle est Maalox. Elle est Ranitidine. Elle est cahier de brouillon. Elle est graffitis. Elle est tags. Elle est bègue. Elle est delco mouillé. Elle est carburateur déréglé. Elle est sans piles. Elle est secteur pendant un délestage. Elle est à peu près. Elle est peu à peu. Elle est chouïa chouïa. Elle est pas du tout. Elle est Ghir Hak. Elle est à béquilles. Elle est sur chaise roulante. Elle est ouille-ouille-ouille. Elle est ya bouguelb. Elle est Akh'batt. Elle est Mindek. Elle est N'golo N'golo. Elle est arabesque. Elle est Kheïma. Elle est Nouss'Nouss'. Elle est café-pois-chiches. Elle est thé-gingembre. Elle est Zenga Zenga. Elle est AADL. Elle est ADSL. Elle est en PCV. Elle est en PVC. Elle est tout ce que l'on voudra, mais elle n'est surtout pas ambiguë. Ambiguë, la position de l'Algérie sur la Libye ? Franchement ! Où est-il allé chercher ça, Alain les ZAE ? On se le demande. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.